

Voix du Congo

Rapport 14 – Mai 2018

Sondages sur la Consolidation de la Paix et la Reconstruction

(Données de mars-avril 2018)

Patrick Vinck | Phuong Pham | Anupah Makoond

CONTENU - spécial préparation aux conflits

- p3. CONFLITS : Malgré un risque de violence jugé élevé, peu de personnes se jugent capables de s'adapter ou prêtes à réagir pour leur protection.
- p5. CONFLITS : Le mauvais accès aux services et besoins de base est associé à une faible capacité à répondre et à s'adapter aux conflits.
- p7. COHESION SOCIALE : Peu de gens peuvent compter sur des personnes autres que leur famille directe en cas de violences.
- p11. CONFLITS (DJUGU) : L'information sur les violences à Djugu circule peu. Les causes de ces violences sont perçues comme complexes.

À propos du sondage

Ce sondage est le quatorzième d'une série d'enquêtes menées pour fournir des données et des analyses fiables sur la paix, la sécurité, la justice et la reconstruction en République Démocratique du Congo. Le projet est une initiative conjointe de la Harvard Humanitaire Initiative (HHI) et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), en collaboration avec la MONUSCO Affaires civiles. HHI est responsable de la collecte des données, de l'analyse indépendante des données, et de la rédaction des rapports, en collaboration avec l'Université Libre des Pays des Grands Lacs, Université Catholique de Bukavu et Université de Bunia. Les résultats sont basés sur 1,933 entretiens menés en décembre 2017 avec des adultes sélectionnés aléatoirement dans les villes suivantes :

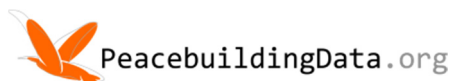
Nord Kivu		Sud Kivu		Ituri	
Territoire/ville	Échantillon	Territoire/ville	Échantillon	Territoire/ville	Échantillon
Ville de Goma	221	Ville de Bukavu	301	Ville de Bunia	290
Ville de Beni	300	Ville d'Uvira	301	Irumu	220
Ville de Butembo	300				
TOTAL	821	TOTAL	602	TOTAL	510
TOTAL Est de la RDC	1,933				

Marge d'erreur de ± 5 points de pourcentage au niveau de confiance de 95%.

Publications :

- Rapport 13, Mars 2018 (Données de Mars-Avril 2018)
- Rapport 12 [Goma], Novembre 2017 (Données de Oct 2017)
- Rapport 11 [Sécurité], Septembre 2017 (Données de Juillet 2017)
- Rapport 10, Juin 2017 (Données de Mars Avril 2017)
- Rapport 9, [Pauvreté] Mars 2017 (Données de Dec 2016)
- Rapport 8, Novembre 2016 (Données de Sept 2016)
- Rapport 7, Août 2016 (Données de Juin 2016)
- Rapport 6, Juin 2016 (Données de Mars 2016)
- Rapport 5, Janvier 2016 (Données de Dec 2015)
- Rapport 4, Novembre 2015 (Données de Sept - Oct 2015)
- Rapport 3, Août 2015 (Données de Juin-jul 2015)
- Rapport 2, Juin 2015 (Données de Mars-mai 2015)
- Rapport 1, Mars 2015 (Données de Dec 2014)
- *Etude de base*, Mai 2014 (Données de Dec 2013)

Pour plus de détails, visitez www.peacebuildingdata.org/drc ou contactez info@peacebuildingdata.org



Au service
des peuples
et des nations

In collaboration with



With support from

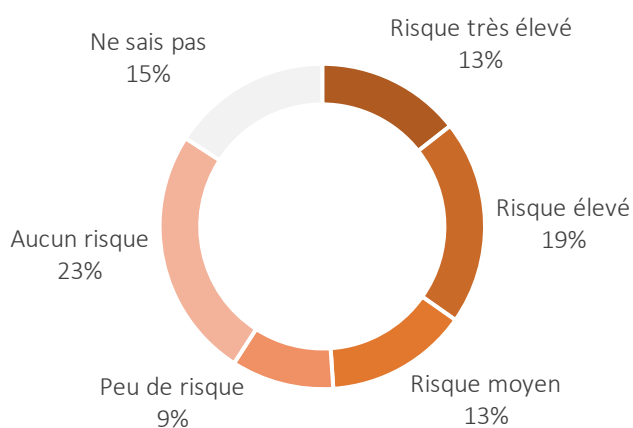


CONFLITS : Malgré un risque de violence jugé élevé, peu de personnes se jugent capables de s'adapter ou prêtes à réagir pour leur protection.

Pour le quatorzième sondage, conduit uniquement en milieu urbain, le questionnaire incluait une série de questions pour comprendre le niveau de préparation des personnes interrogées par rapport aux risques d'éclatement de conflits violents. Il s'agit d'indicateurs subjectifs sur base de la perception des populations.

De façon générale, une personne sur trois (32%) juge que le risque de retour de conflits violents dans leur ville est élevé ou très élevé. Alors que 13% jugent le risque comme étant 'moyen', 9% pensent que le risque est faible (peu de risque) et une personne sur quatre (23%) pense qu'il n'y a aucun risque. Plus d'une personne sur sept (15%) n'a pas exprimé d'opinion principalement en raison de leur incertitude. Les femmes se montrent plus optimistes que les hommes puisque seulement 26% jugent le risque du retour de conflits violents comme étant élevé ou très élevé, contre 38% des hommes. Géographiquement, c'est dans le grand Nord que le risque est perçu comme étant le plus élevé, (Beni : 46%, Butembo : 44%). Ceci peut s'expliquer par le fait que cette zone continue de connaître des violences régulières depuis 2013 et ce jusqu'à aujourd'hui.

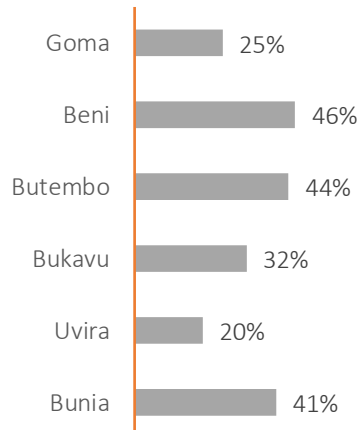
Perception du risque de conflits violents
total des villes (% des personnes interrogées)



Perception du risque par genre
(% élevé – très élevé)



Perception du risque par ville
(% élevé – très élevé)

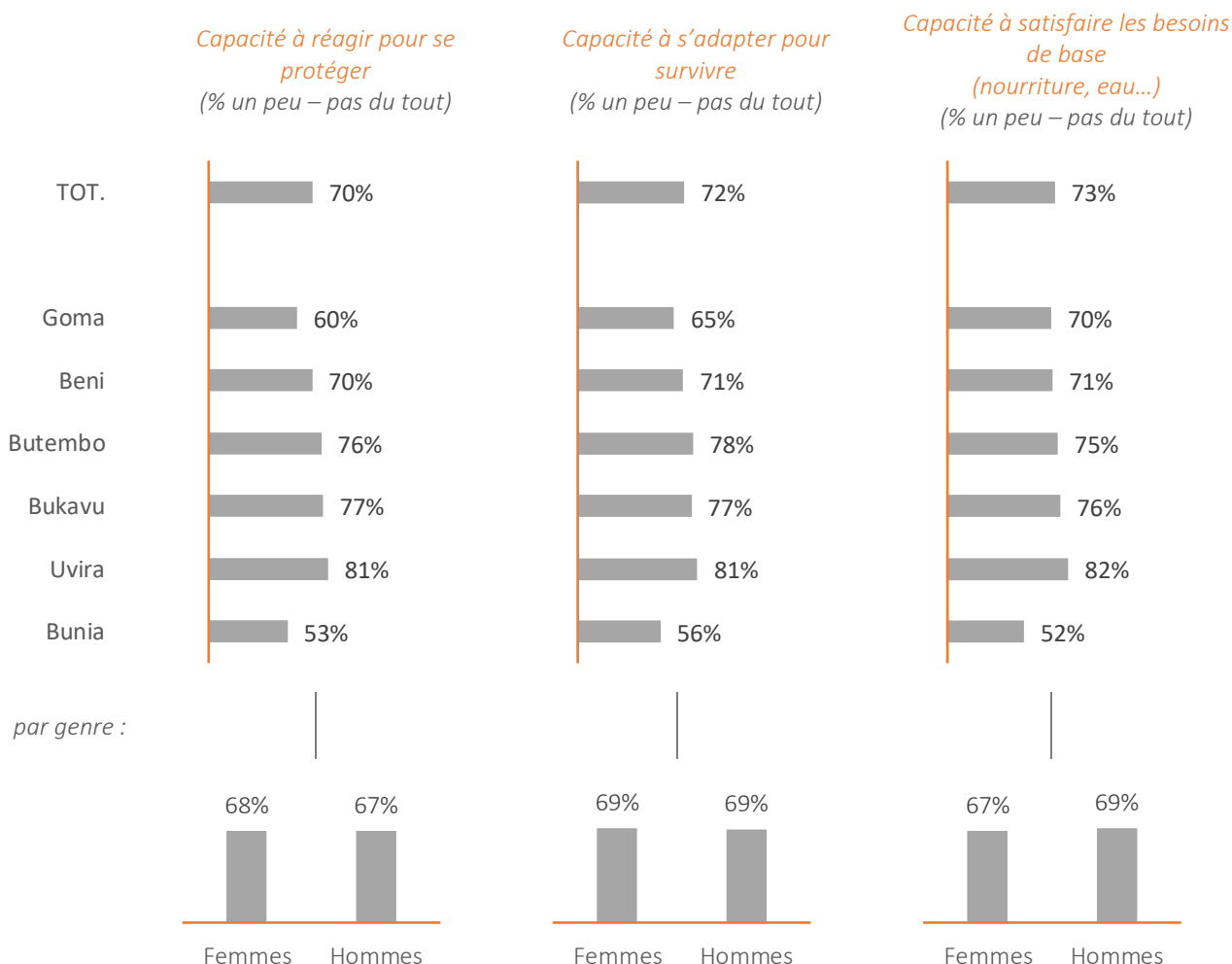


TOT.
32%

Les habitants de Bunia étaient eux aussi nombreux à noter un risque élevé d'éclatement de violence (41%) comparé à ceux de Goma (25%), Bukavu (32%) et Uvira (20%). Les récentes violences à Djugu et l'arrivée de déplacés internes à Bunia auront probablement contribué à la perception que des violences pourraient s'étendre jusqu'à la capitale de la province (Bunia).

Considérant la possibilité d'un conflit violent, le sondage demandait aux participants de juger de leur préparation et capacité d'adaptation à un conflit violent. Trois mesures subjectives étaient explorées : La capacité à réagir pour se protéger, la capacité à s'adapter pour survivre, et la capacité à satisfaire les besoins de base (nourriture, eau...). Sur l'ensemble des villes, environ deux-tiers des personnes ne se sentaient que peu ou pas capable de réagir pour se protéger (70%), capable de s'adapter pour survivre (72%), ou capable de satisfaire leurs besoins de base (73%) en cas de retour des conflits violents. Il existe des variations importantes entre villes. Les personnes de Bunia se jugent moins fréquemment peu ou pas capables de réagir ou de s'adapter en cas de retour des conflits en comparaison avec les autres villes . C'est à Bukavu et dans la ville d'Uvira que le sentiment de préparation aux conflits est le moins fréquent. Toutefois, c'est aussi dans ces villes que le risque de violences était jugé le plus faible. Les résultats ne montrent pas de différences significatives entre hommes et femmes.

En cas de retour des conflits violents :

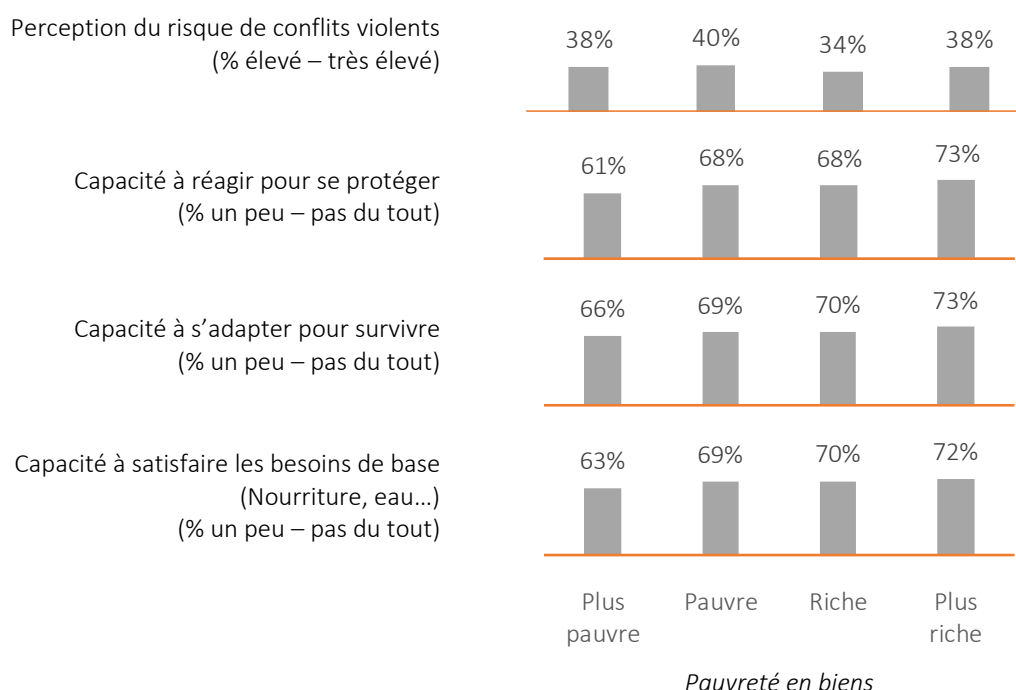


CONFLITS : Le mauvais accès aux services et besoins de base est associé à une faible capacité à répondre et à s'adapter aux conflits.

La pauvreté est un facteur de vulnérabilité aux conflits et violences. Dans le cadre du sondage 14, une analyse des biens des ménages a été faite afin d'examiner le lien entre le niveau de richesse et la capacité à répondre et à s'adapter aux conflits. La richesse des ménages a été estimée en évaluant la propriété de dix biens non productifs tels qu'une table, des chaises ou un téléphone portable. Une analyse en composante principale (ACP) a été utilisée pour calculer un score global de richesse relative pour les ménages. Ce score a ensuite été utilisé pour distinguer les quartiles correspondant aux ménages les plus pauvres et les plus riches.

Cette analyse montre qu'il n'y a pas de différences dans la perception du risque de retour des conflits entre les groupes sur base de la richesse des ménages. Il existe toutefois une association aux effets relativement faibles mais néanmoins significatifs entre le sentiment de préparation et la pauvreté en biens. Toutefois, le sens de cette association peut paraître contre-intuitif : les personnes les plus riches en biens se sentent plus souvent incapable de s'adapter ou de réagir à un retour des conflits, en comparaison avec les personnes moins riches en biens. Il est possible que les personnes plus aisées aient une perception plus fine et critique de ce qui constitue une préparation adéquate.

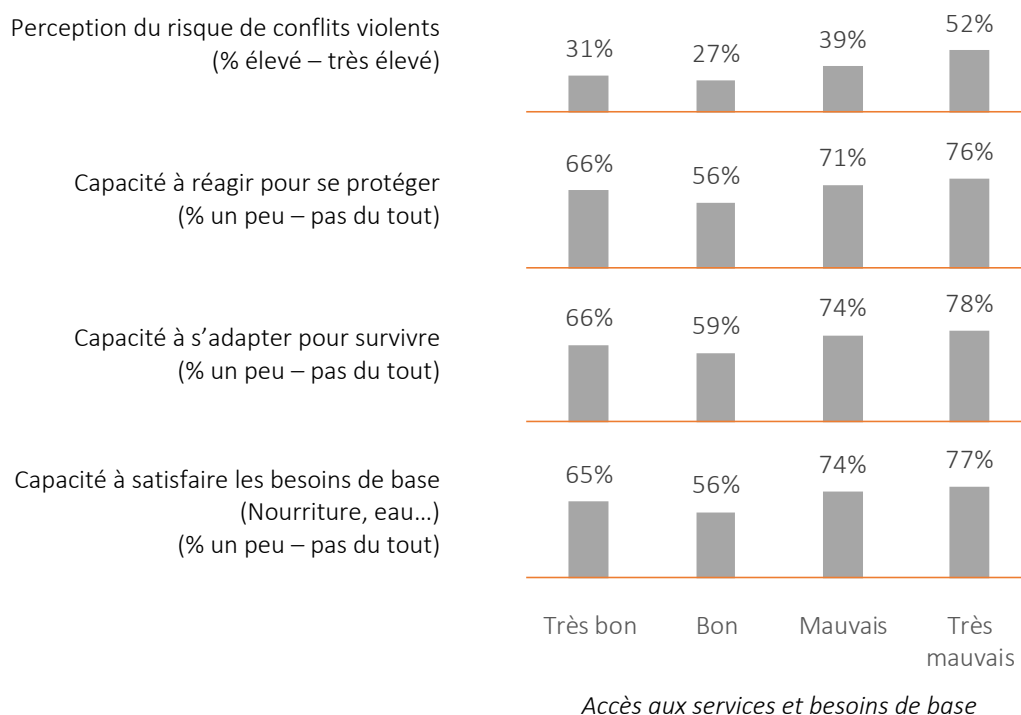
Perception du risque de conflits violents et capacité d'adaptation par pauvreté en biens



Pour mieux cerner les effets potentiels de la pauvreté multidimensionnelle sur la perception subjective du risque et des capacités à s'adapter au retour de conflits violents, une analyse a évalué l'effet de l'accès aux services de base sur la perception des capacités de réponse et d'adaptation. L'accès aux biens et services de

base a été estimé en évaluant l'accès à l'eau, la nourriture, les soins de santé, et à l'école pour les enfants. Une analyse en composante principale (ACP) a été utilisée pour calculer un score global d'accès aux services et besoins de base pour les ménages. Ce score a ensuite été utilisé pour distinguer les quartiles correspondant aux ménages avec le moins bon accès aux services et biens de base jusqu'à ceux ayant le meilleur accès aux services et besoins de base. Les résultats montrent que l'accès aux services est positivement associé à la perception de la capacité d'adaptation au retour des conflits. Bien que la relation ne soit pas linéaire, plus de trois personnes sur quatre jugeant leur accès aux services comme très mauvais se disent peu ou pas capable de s'adapter pour survivre en cas de retour des conflits violents, contre moins de deux-tiers des personnes qui jugent leur accès aux services comme bon ou très bon. Il faut aussi noter que les personnes ayant un très mauvais accès aux services sont près de deux fois plus susceptibles de juger le risque d'un retour des conflits comme élevé ou très élevé en comparaison avec ceux ayant un bon accès aux services (52% v.31%).

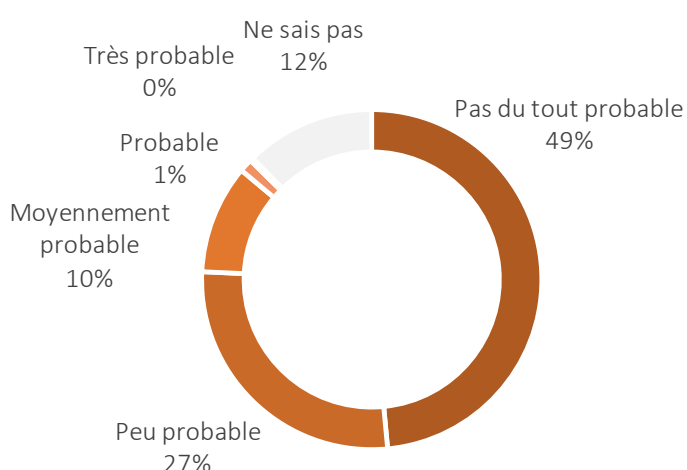
Perception du risque de conflits violents et capacité d'adaptation par accès aux services et besoins de base



COHÉSION SOCIALE : Peu de gens peuvent compter sur des personnes autres que leur famille directe en cas de violences.

Durant les conflits, la cohésion sociale peut avoir un effet important sur la capacité de survivre, de s'adapter et de gérer les effets des violences. Dans le cadre du sondage 14, les participants étaient interrogés sur leur possibilité de compter sur des personnes autres que leur famille directe pour les aider si les conflits violents recommençaient. Dans l'ensemble, la moitié des personnes ont indiqué qu'il n'était pas du tout probable qu'elles puissent compter sur une telle aide (49%), et plus de trois personnes sur quatre ont indiqué qu'il était peu ou pas du tout probable pour elles de pouvoir compter sur une telle aide (76%). La perception est similaire entre hommes et femmes, mais il existe des différences importantes entre villes. A Bukavu, près d'une personne sur trois (74%) pense qu'une telle aide n'est pas du tout probable.

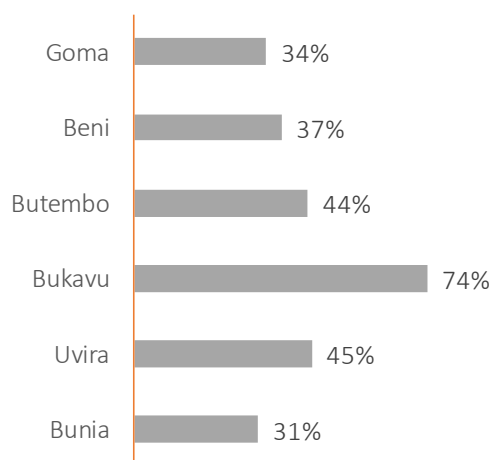
Probabilité de pouvoir compter sur une aide interpersonnelle en cas de retour des conflits violents total des villes (% des personnes interrogées)



Probabilité de pouvoir compter sur une aide interpersonnelle (% pas du tout) par genre

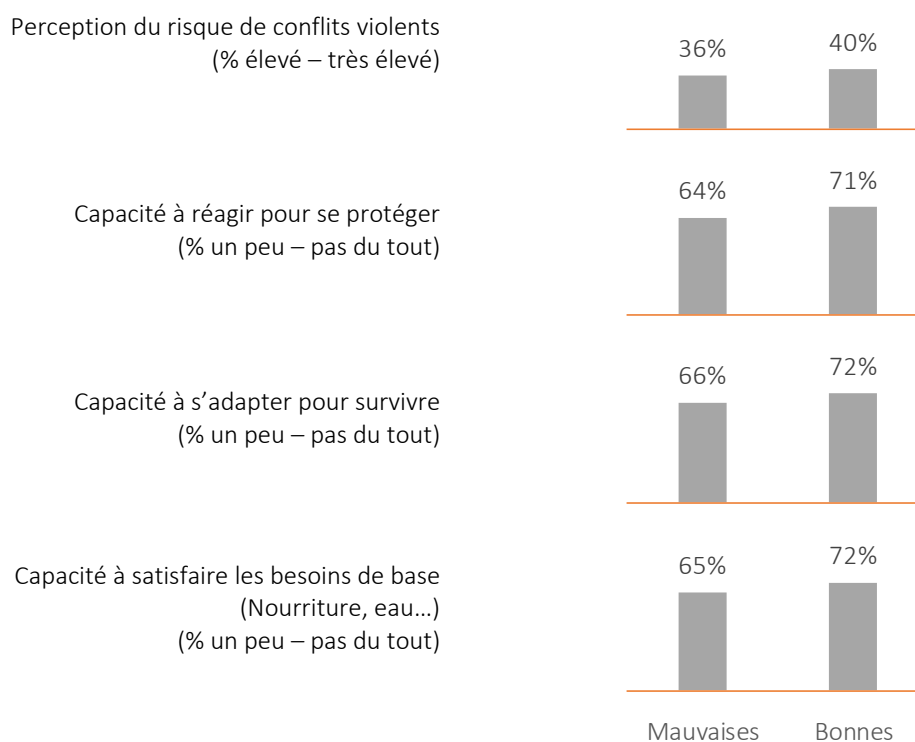


Probabilité de pouvoir compter sur une aide interpersonnelle (% pas du tout) par ville



Une analyse de la perception des relations entre différents groupes a été effectuée afin de mieux comprendre le lien entre cohésion sociale et perception du risque de retour des violences et capacité d'adaptation. Une analyse en composante principale (ACP) a été utilisée afin d'identifier deux catégories de personnes sur base de la perception des relations avec les voisins, les gens du quartier, les gens du groupe ethnique de la personne interrogée, et les gens d'un autre groupe ethnique. Deux catégories (relations mauvaises – bonnes) ont été retenues seulement sur base de la distribution des réponses. Les résultats montrent que sur l'ensemble des indicateurs retenus, les personnes avec un faible score sur l'indice de relations sont moins fréquemment positives que celle avec un score élevé. La différence entre groupes est faible mais significative. Toutefois, il n'existe pas de différence en ce qui concerne la perception des relations et la probabilité de pouvoir compter sur une aide interpersonnelle. Cela suggère que la bonne entente entre personnes n'est pas nécessairement suffisante pour assurer des attentes d'entraide et de solidarité dans des moments de crise. Ces résultats pourraient aussi refléter le fait que les conflits représentent une réelle menace pour la cohésion sociale dans le sens où des liens tissés pendant des années et même des générations peuvent être défaits subitement et rapidement face à une flambée de violence. Bien qu'un atout à la préparation aux conflits, les relations communautaires sont aussi une des premières cibles des violences et ne peuvent pas toujours être efficacement mobilisées pour la survie.

Perception du risque de conflits violents et capacité d'adaptation par qualité des relations interpersonnelles

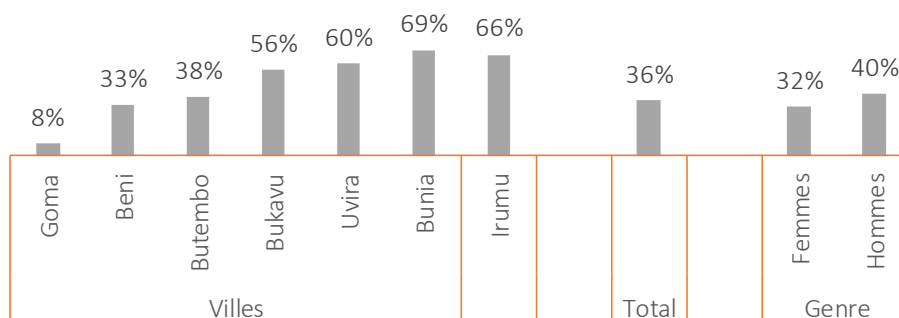


Perception des relations interpersonnelles (catégories)

CONFLITS (DJUGU) : L'information sur les violences à Djugu circule peu. Les causes de ces violences sont perçues comme complexes.

Au début de Décembre 2017, une série de conflits violents a eu lieu dans le territoire de Djugu, en Ituri conduisant au déplacement de plusieurs dizaines de milliers de personnes. Le sondage de Mars 2018 incluait une série de questions par rapport à ces violences. Sur l'ensemble des personnes interviewés dans les six zones urbaines, un peu plus d'une personne sur trois (36%) ont répondu avoir entendu parler des violences à Djugu. Le sondage a également eu lieu dans le territoire de l'Irumu. De manière général, une majorité de ceux interviewés en Ituri et dans le grand Nord du Nord Kivu étaient informés tandis que dans les villes du Sud Kivu, moins de deux personnes sur cinq avaient connaissance des conflits à Djugu. En Irumu, un territoire limitrophe à Djugu, deux tiers de ceux interviewés (66%) avaient entendu parler du conflit à Djugu. Naturellement, compte tenu de sa proximité avec Djugu, c'est à Bunia où les répondant avaient le plus fréquemment connaissance du conflit. À Goma, seulement 8% des personnes interviewées avaient entendu parler du conflit, un taux nettement inférieur à la proportion de personnes qui avaient entendu parler du conflit dans les autres zones urbaines. Ceci pourrait s'expliquer par le fait que des incidents violents au sein de la ville de Goma et dans les territoires avoisinant de Rutshuru et Masisi sont fréquents et beaucoup plus préoccupants pour les habitants de Goma. Le manque de connaissance sur les violences à Djugu pourrait aussi refléter un manque d'intérêt ou d'information sur ce qui se passe en dehors de la province. Il pourrait aussi s'agir du manque de couverture par les médias locaux : pour la plupart des personnes interrogées, la radio était la principale source d'information sur le conflit à Djugu.

Ont entendu parler du conflit à Djugu (% oui)



Le conflit à Djugu a été décrit comme un conflit à caractère ethnique entre les communautés Hema et Lendu, conduisant au déplacement de plusieurs de dizaines de milliers de personnes de la communauté Hema. Toutefois les causes sont plus complexes et plusieurs analyses ont noté les difficultés à identifier ceux responsables des actes de violence et les causes profondes. Cette complexité se reflète dans les résultats du sondage 14. Une question ouverte explorait les causes des conflits. Parmi les personnes interrogées en Irumu et dans la ville de Bunia, la cause la plus fréquemment identifiée est la lutte pour le pouvoir / les questions d'autorités. La deuxième réponse la plus fréquente en Irumu est la manipulation par les politiciens (quatrième

réponse à Bunia). Les conflits ethniques sont la troisième réponse la plus fréquente en Irumu et la cinquième à Bunia. Les autres réponses fréquentes incluent la pauvreté / le manque d'emploi et la jalousie entre personnes. Ces réponses montrent qu'il est difficile de réduire une situation complexe à une explication ethnique singulière.

Causes du conflit à Djugu, (% des répondants)

